



RASSEMBLEMENT INTERSYNDICAL CHAMP GIRAULT TOURS

MERCREDI 27 MAI 2020 à 18H00

LEVÉE IMMÉDIATE DE L'ÉTAT D'URGENCE SANITAIRE :

Pour la défense de tous nos droits sociaux, pour la défense de nos libertés individuelles et collectives

(Discours prononcé par le Secrétaire Général de l'UD FO 37)

Mes camarades, chers amis,

Dans nos diverses expressions sur les dernières périodes, en particulier le 1^e Mai, nous avons pu préciser comment FO analysait les vraies raisons du confinement et ses conséquences en termes de répression, de privation de libertés individuelles et collectives, d'attaques sur les droits sociaux.

Le gouvernement et sa majorité ressentait « la peur qui s'exprimait pour nos anciens et nos enfants », il voyait ainsi ouvert le champ de tous les possibles.

OUI, avec ce confinement et l'état d'urgence sanitaire, il allait enfin pouvoir aller jusqu'au bout de sa réforme du Code du Travail par exemple, avec la possibilité de remettre en cause les congés payés, les RTT, les jours fériés, la durée hebdomadaire de travail à 60H avec la bénédiction et les encouragements du patronat.

Tout était bien ficelé, avec le blocage de l'assurance chômage, ils programmaient tous ensemble, au nom de cette relance économique des vagues de licenciements qui s'inscrivent dans le paysage, par centaines de milliers pour des salariés qui n'avaient aucun recours, si ce n'est dérisoire, celui des indemnités chômage. Sans parler malheureusement de la justice prud'homale qui depuis a pris tant de coups et qui ne permet plus de défendre correctement les salariés, le patronat sait bien aujourd'hui qu'il pourra licencier sans avoir à sortir le porte-monnaie !

Déjà on entend des annonces de licenciement dans l'aéronautique, les compagnies aériennes, les grandes enseignes du commerce, dans l'automobile, l'éducation, les banques et assurances, des licenciements d'ailleurs annoncés demain dans nos services publics, dont on dira qu'ils n'ont pas assuré leurs missions de sortie de déconfinement.

Je ne reviens pas ici sur « le Ségur de la santé », dont on verra très rapidement la finalité de cette grande messe, qui consiste à ne pas répondre aux revendications syndicales et à valider les orientations gouvernementales.

Pour l'exécutif, chers camarades, rien de grave puisqu'il est en capacité de sortir des centaines de milliards d'Euros pour aider ceux qu'il aura décidé de sauver. Mais certainement pas ceux qui par centaines de milliers s'adressent aux associations alimentaires pour ne pas « crever » !

Derrière cet état d'urgence sanitaire, un choix mortifère, celui qui a conduit à abandonner soignants ou non, et résidents des EHPAD face à l'épidémie, mais également nombre de salariés que l'on n'avait pas regardés jusqu'à présent, quand ce n'était pas avec mépris et dédain, dont la population se rendait compte pourtant qu'ils étaient utiles et indispensables à la collectivité.

Oui chers camarades, tout était bien prévu, organisé dans la gestion du confinement dans la sortie de celui-ci.

Plus on avait la trouille, plus on nous donnait le sentiment qu'on allait desserrer l'étau, plus on allait pouvoir retrouver nos proches et plus on allait donner des gages, en entrant dans l'union nationale en signant des accords de reprise du travail, en acceptant de prendre ses congés quand ce « bon patron » l'aurait décidé, quand on accepterait ou non de porter des masques (ou pas), quand on serait suspendu à la prime ou à la médaille qu'on nous attribuerait, si on était capable de tout « avaler »

On vient d'ailleurs de découvrir que les grandes déclarations des Présidents Macron et Merkel pour sortir 500 milliards d'euros, pour soi-disant relancer l'économie, dans une nouvelle manœuvre type « Union Internationale » entre les 2 gouvernements, ne visent au fond qu'à entériner la casse de la politique industrielle, des accords sociaux, de toutes les dispositions liées à la santé et à la protection sociale, la couverture du chômage, des congés payés, du Code du Travail et de tous nos services publics.

Nous ne sommes pas dupes de la situation, c'est pourquoi comme nous n'avons cessé de le faire durant toute cette période, nous refusons de taire nos revendications et de ce point de vue à FO 37, on se félicite de l'unité syndicale qui se réalise à nouveau sur des orientations claires ; on se félicite de cette initiative, de ce rassemblement ce 27 mai à Tours pour réclamer la levée immédiate de l'état d'urgence sanitaire.

Chacun a bien compris que derrière la crise économique se profile une crise sociale majeure, voire une crise politique.

Chacun a bien compris que les dispositions prises concourent à faire taire toute velléité de revendications, ce qui a conduit la confédération FO, et alors que l'état d'urgence sanitaire venait d'être prorogé, à contester le bien fondé de ce régime d'exception, qui conduit à justifier la possibilité de gouverner sans relâche par ordonnance et décrets, en s'affranchissant des consultations obligatoires et des règles de la négociation collective nationale et interprofessionnelle en matière sociale par exemple. Un parallèle d'ailleurs peut être fait concernant la mise en cause des délais de consultation et des moyens des CSE dans les entreprises privées.

Sans mésestimer La gravité du risque épidémique, FO appelle en conséquence à ce que soit mis fin à ce régime d'exception, au regard de son impact sur les libertés fondamentales et individuelles y compris les libertés syndicales comme sur le droit du travail.

FO estime que si urgence il y avait, et il y a toujours, elle demeure celle de la mise en œuvre des moyens de production, de la distribution et de prise en charge systématique des EPI (équipement de protection individuelle) en réquisitionnant autant que de besoin les moyens.

L'heure est au déconfinement des revendications et de l'action syndicale revendicative.

Les salariés, les personnels de santé, entre autres, savent déjà que ce ne sont pas ceux qui siègeront dans les grands débats avec la CFDT qui en a le leadership, qui leur permettront d'obtenir satisfaction. Les gilets jaunes seront encore dans la rue.

A FO 37, nous serons aux côtés de ceux qui ne veulent pas laisser brader nos acquis de l'après-guerre, nos services publics, notre Sécurité Sociale et notre modèle social, nos conventions et nos statuts collectifs, et qui revendiquent des augmentations de salaire et défendent leurs emplois et leurs conditions de travail.

Alors en avant les revendications !

Levée immédiate de l'état d'urgence sanitaire !

Défense de tous nos droits sociaux de nos libertés individuelles et collectives et de toutes les revendications !

ON NE LACHE RIEN ! abrogation de toutes les contre-réformes et augmentez les salaires !

Grégoire Hamelin

Secrétaire Général